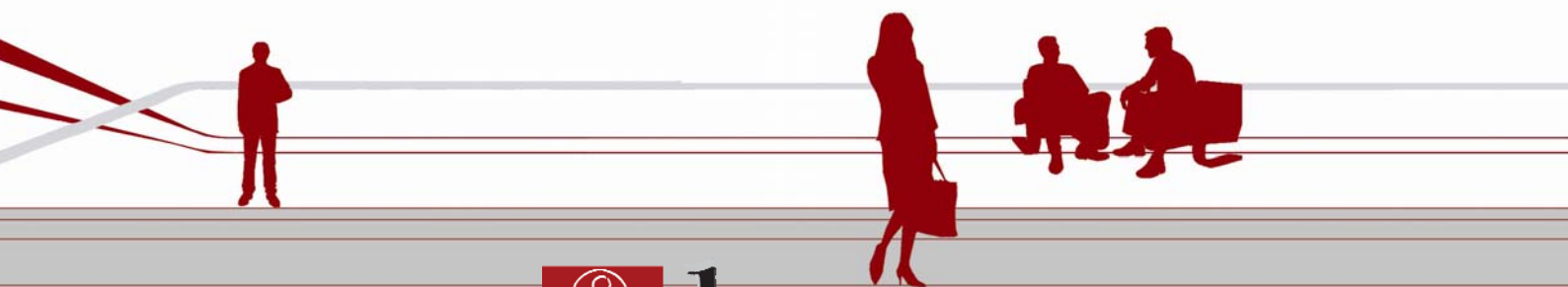




**COMPTES CONSOLIDES
DU
GROUPE DEMOS**

**pour l'exercice clos le
31 décembre 2007**



DEMOS

Société Anonyme au capital de 1.404.118,50 €
Siège social : 20 rue de l'Arcade 75008 PARIS
722 030 277 RCS PARIS

GRUPE DEMOS - BILAN CONSOLIDE**(exprimé en milliers d'euros)**

ACTIF	31 dec 2007	31 dec 2006
Ecarts d'acquisition (note 3.1)	6 602	5 827
Immobilisations incorporelles (note 3.2)	2 000	1 271
Immobilisations corporelles (note 3.3)	2 200	1 340
Immobilisations financières (note 3.5)	689	492
Titres mis en équivalence (note 3.6)	176	214
Total Actif Immobilisé	11 667	9 144
Stocks et en-cours	338	270
Clients et comptes rattachés (note 3.7)	26 250	19 666
Autres créances et comptes de régularisation (note 3.8)	4 373	5 396
Valeurs mobilières de placement et disponibilités (note 3.9)	18 497	7 741
Total Actif Circulant	49 458	33 073
Total Actif	61 126	42 218

PASSIF	31 dec 2007	31 dec 2006
Capital	1 404	1 000
Primes liées au capital	14 602	0
Réserves consolidées	4 328	2 326
Réserves de conversion	36	35
Résultat de l'exercice	3 710	2 307
Total Capitaux Propres, part du groupe (note 3.10)	24 080	5 668
Intérêts minoritaires (note 3.11)	1 429	1 175
Total Capitaux Propres	25 509	6 843
Emprunts obligataires convertibles en actions (note 3.12)	0	3 845
Provisions pour risques et charges (note 3.13)	864	644
Emprunts et dettes financières (note 3.14)	4 871	4 449
Fournisseurs et comptes rattachés (note 3.15)	13 910	12 415
Autres dettes et comptes de régularisation (note 3.16)	15 972	14 023
Total dettes	34 753	30 887
Total Passif	61 126	42 218

GROUPE DEMOS - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**(exprimé en milliers d'euros)**

	Exercice 2007	Exercice 2006
Chiffre d'affaires	78 300	58 474
Autres produits d'exploitation (note 4.3)	1 083	1 279
Achats et variation de stocks (note 4.4)	-4 447	-2 246
Autres charges externes (note 4.5)	-38 048	-29 565
Charges de personnel (note 4.6)	-26 497	-20 623
Autres charges d'exploitation	-471	-468
Impôts et taxes (note 4.7)	-984	-713
Dotations aux amortissements et aux provisions	-1 548	-1 030
Résultat d'exploitation	7 388	5 107
Produits financiers	279	136
Charges financières	-356	-396
Résultat financier (note 4.8)	-77	-260
Résultat courant des sociétés intégrées	7 311	4 847
Produits exceptionnels	188	335
Charges exceptionnelles	-237	-282
Résultat exceptionnel (note 4.9)	-49	53
Impôt sur les résultats (note 4.10)	-2 428	-1 466
Résultat net des entreprises intégrées	4 834	3 434
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	8	-24
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-842	-774
Résultat net consolidé	4 000	2 636
Intérêts minoritaires	-290	-329
Résultat net (part du groupe)	3 710	2 307

Résultat par action	0,661 €	0,577 €
---------------------	---------	---------

Résultat dilué par action	0,650 €	0,437 €
---------------------------	---------	---------

GRUPE DEMOS - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE
(exprimé en milliers d'euros)

	Capital	Primes liées au capital	Réserves consolidées	Réserves de conversion groupe	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2006	1 000	0	2 434	50	414	3 898	751	4 649
Affectation du résultat de l'exercice 2005	-	-	414	-	-414	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-535	-	-	-535	-	-535
Incidence des écarts de conversion	-	-	-	-15	-	-15	-	-15
Résultat de l'exercice 2006	-	-	-	-	2 307	2 307	329	2 636
Acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	95	95
Autres mouvements	-	-	13	-	-	13	-	13
Situation au 31 décembre 2006	1 000	0	2 326	35	2 307	5 668	1 175	6 843
Affectation du résultat de l'exercice 2006	-	-	2 307	-	-2 307	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-260	-	-	-260	-	-260
Augmentation de capital	404	15 351	-	-	-	15 755	-	15 755
Frais d'augmentation de capital (net)	-	-749	-	-	-	-749	-	-749
Incidence des écarts de conversion	-	-	-	1	-	1	-	1
Résultat de l'exercice 2007	-	-	-	-	3 710	3 710	290	4000
Acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	-36	-36
Autres mouvements	-	-	-45	-	-	-45	-	-45
Situation au 31 décembre 2007	1 404	14 602	4 328	36	3 710	24 080	1 429	25 509

GROUPE DEMOS - TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
(exprimé en milliers d'euros)

	Exercice 2007	Exercice 2006
Résultat net total des sociétés consolidées	4 000	2 636
Elimination des amortissements et provisions	2 119	1 434
Elimination de la variation des impôts différés	-91	-278
Elimination des plus ou moins values de cession	146	-174
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	-8	8
Total marge brute d'autofinancement	6 166	3 626
Dividendes reçus des mises en équivalence	0	-11
Variation du BFR lié à l'activité	-1 807	2 012
Flux net généré par (affecté à) l'activité	4 358	5 627
Acquisition d'immobilisations	-3 055	-2 052
Cession d'immobilisations	22	82
Incidence des variations de périmètre	-1 657	-216
Variation nette des placements court terme	9	23
Total flux net provenant des (affecté aux) investissements	-4 681	-2 163
Dividendes versés par la société mère	-362	-432
Augmentation de capital	11 187	0
Emissions d'emprunts	1 987	1 039
Remboursements d'emprunts	-1 752	-1 590
Total flux net provenant du (affecté au) financement	11 060	-983
Incidence de la variation des taux de change	7	-1
Variation de trésorerie	10 745	2 480
Trésorerie d'ouverture (nette des découverts bancaires)	7 727	5 247
Trésorerie de clôture (nette des découverts bancaires)	18 472	7 727

Découvert bancaires à la clôture

25

14

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE.....		9
1. PRINCIPES COMPTABLES.....		9
1.1. Référentiel comptable.....		10
1.2. Bases de préparation des comptes consolidés		10
1.3. Méthodes de consolidation		10
1.4. Méthodes de conversion des éléments en devises		11
1.5. Ecarts d'acquisition et fonds de commerce		11
1.6. immobilisations incorporelles		11
1.7. Dépenses commerciales et publicitaires		12
1.8. Immobilisations corporelles.....		12
1.9. Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations		12
1.10. Participation dans les sociétés mises en équivalence.....		13
1.11. Immobilisations Financières		13
1.12. Stocks.....		13
1.13. Clients et autres créances d'exploitation		13
1.14. Valeurs mobilières de placement et trésorerie.....		14
1.15. Provisions		14
1.16. Avantages postérieurs à l'emploi consentis aux salariés et autres avantages à long terme		14
1.17. Paiements fondés sur des actions		15
1.18. Dettes financières		15
1.19. Fournisseurs.....		15
1.20. Reconnaissance du revenu.....		15
1.21. Paiements au titre des contrats de location		16
1.22. Produits et charges financiers.....		16
1.23. Produits et charges exceptionnels.....		16
1.24. Impôt sur les résultats		17
1.25. Résultat par action		17
1.26. Présentation des états financiers		17
1.27. Information sectorielle.....		18

2.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	19
3.	NOTES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDE.....	23
3.1.	Ecarts d'acquisition	23
3.2.	Immobilisations incorporelles	25
3.3.	Immobilisations corporelles.....	27
3.4.	Immobilisations detenues en credit bail	28
3.5.	Immobilisations financières	29
3.6.	Participations dans les entreprises mises en équivalence.....	30
3.7.	Clients et comptes rattachés	31
3.8.	Autres créances et comptes de régularisation	31
3.9.	Valeurs mobilières de placement et trésorerie.....	33
3.10.	Capitaux propres consolidés	33
3.11.	Intérêts minoritaires.....	37
3.12.	Emprunt obligataire convertible en actions	37
3.13.	Provisions pour risques et charges	38
3.14.	Emprunts et dettes financières.....	39
3.15.	Fournisseurs et comptes rattachés.....	40
3.16.	Autres dettes et comptes de régularisation	40
4.	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDE	41
4.1.	Informations sectorielles (secteur primaire – Zones géographiques).....	41
4.2.	Répartition du chiffre d'affaires par mode de transmission des savoirs	42
4.3.	Autres produits d'exploitation	43
4.4.	Achats et variation de stocks.....	43
4.5.	Autres charges externes	44
4.6.	Charges de personnel.....	44
4.7.	Impôts et taxes	44
4.8.	Résultat financier	44
4.9.	Résultat exceptionnel	45
4.10.	Impôts sur les résultats	45
5.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	47
5.1.	Informations sur les parties liées	47

5.2.	Engagements hors bilan.....	48
5.3.	Contrats de location simple	49
5.4.	Evénements post-clôture	50

FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE



Introduction sur le marché Alternext d'Euronext Paris

Le 31 mai 2007, les titres de la société DEMOS ont été admis à la cotation sur le marché Alternext d'Euronext Paris. Cette opération, réalisée pour partie par une cession de 677.476 actions existantes par des tiers actionnaires et pour partie par augmentations de capital, a généré une levée de fonds brute avant prise en compte des frais d'introduction en bourse de 11,9 millions d'euros (y compris exercice intégral de la clause de surallocation et l'offre réservée aux salariés).

Les frais liés à l'introduction en Bourse, s'élevant à 749 milliers d'euros net de l'effet d'impôt, ont été – conformément à la méthode préférentielle et l'avis Comité d'Urgence du CNC du 21 décembre 2000 – imputés sur la prime d'émission.



Acquisition de la société EUROPEENNE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Le 9 janvier 2007, DEMOS a acquis 100% des titres de la société EUROPEENNE DE FORMATION PROFESSIONNELLE agissant sous la dénomination commerciale FORMALANGUES.

Cette société dont le chiffre d'affaires est de 5.993 milliers d'euros en 2007 (pour 5.064 milliers d'euros en 2006) avec un résultat net positif de 353 milliers d'euros (pour 111 milliers d'euros en 2006), vient ainsi renforcer le pôle de formations linguistiques du Groupe qui ne représentait en 2006 que 2% des activités du Groupe. Alors que FORMALANGUES est le troisième acteur indépendant sur le marché de la formation linguistique en France, son entrée dans le Groupe au côté de DEMOS LANGUES, fait de DEMOS le premier opérateur indépendant de formation linguistique en France.

Le prix de cette acquisition a été financé par un emprunt moyen terme de 1.500.000 euros à taux fixe remboursable sur cinq ans. L'intégration de cette société dans le périmètre de consolidation de Demos a généré un écart d'acquisition de 1.352 milliers d'euros.

1. PRINCIPES COMPTABLES

La société DEMOS est une entreprise française, sise au 20, rue de l'arcade 75008 Paris (France).

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 comprennent la Société, ses filiales et ses participations (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Le groupe a pour seule activité la formation professionnelle en France et à l'étranger.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration le 26 mars 2008 et seront soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2008.

1.1. REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés 2007 du Groupe Demos sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France, notamment au règlement 99-02 du Comité de la réglementation comptable (CRC).

Les comptes consolidés 2007 ont été arrêtés en appliquant les mêmes règles qu'en 2006.

Le groupe DEMOS retient, pour l'établissement des comptes consolidés, les méthodes considérées comme préférentielles par le texte du règlement CRC 99-02, à savoir le provisionnement des coûts de prestations de retraite, le retraitement des contrats de location financement, l'enregistrement des écarts de conversion actifs et passifs en résultat au cours de la période à laquelle ils se rapportent et la méthode de l'avancement pour comptabiliser les contrats à long terme.

1.2. BASES DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les comptes sont présentés en milliers d'euros. Ils sont préparés sur la base du principe du coût historique.

La préparation des états financiers nécessite de la part de la direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- les durées d'amortissements des immobilisations,
- l'évaluation des engagements sociaux à prestations définies,
- les évaluations retenues pour les tests de pertes de valeur,
- l'enregistrement des actifs d'impôt différé,
- les dépréciations des créances clients.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Parmi les méthodes comptables dont l'application a nécessité une analyse, il convient de citer la comptabilisation des coûts des catalogues (voir note 1.7).

1.3. METHODES DE CONSOLIDATION

Les filiales dans lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les participations dans lesquelles la société mère dispose d'une influence notable ou d'un contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La liste des sociétés consolidées est donnée en note 2.

Les sociétés incluses dans le périmètre ont un exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2007.

Les créances et les dettes, les dividendes, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des comptes consolidés. Les

pertes intragroupes sont éliminées de la même façon que les profits intra-groupe. Toutefois, elles peuvent constituer un indice de dépréciation d'un actif susceptible d'avoir à être comptabilisée.

1.4. METHODES DE CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de l'opération. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges.

Les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Un taux de change moyen est utilisé pour convertir le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres à la rubrique «réserve de conversion».

1.5. ECARTS D'ACQUISITION ET FONDS DE COMMERCE

Lors de la première consolidation d'une entité dont le groupe acquiert le contrôle, les actifs et les passifs de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. A cette date, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de DEMOS dans la juste valeur des actifs et des passifs.

Les écarts d'acquisition, sont amortis linéairement, depuis la date d'acquisition, sur une durée de 10 ans. Compte tenu de leurs places importantes sur leurs marchés nationaux, les écarts d'acquisition des sociétés Global Estrategias Espagne et Global Estrategias Portugal acquises en Décembre 2005, ont été amortis sur 20 ans à compter du 1^{er} janvier 2006. De même, l'écart d'acquisition de la société Européenne de Formation Professionnelle (Formalanges) acquise en janvier 2007, a été amorti sur 20 ans à compter du 1^{er} janvier 2007.

Jusqu'au 31 Décembre 2004, les fonds de commerce étaient amortis sur 10 ans. En application des nouvelles dispositions réglementaires sur les amortissements, les fonds commerciaux ont cessé d'être amortis à compter du 1^{er} janvier 2005, ayant une durée d'utilisation non définie.

Les écarts d'acquisition sont affectés à des unités génératrices de trésorerie ou regroupements d'unités génératrices de trésorerie et font l'objet de tests de dépréciation dans les conditions indiquées en note 1.9, qui peuvent engendrer l'enregistrement de pertes de valeur portées en déduction de la valeur nette des écarts.

1.6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent notamment des logiciels administratifs ou à vocation pédagogique, le coût de différents sites internet du Groupe Demos, des fichiers acquis utilisés dans le cadre des opérations de marketing direct, certains noms de domaines acquis et des marques. Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie font l'objet d'un amortissement comptabilisé en charge selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Logiciels administratifs ou à vocation pédagogique: 1 – 5 ans
- Sites internet : 2 ans
- Fichiers marketing : 1 an

Le Groupe a inscrit en immobilisations incorporelles les coûts encourus à partir du 1^{er} janvier 2006 à l'occasion de la refonte de ses systèmes d'information internes et de certains sites internet, conformément à l'article 331-3 du plan comptable général.

1.7. DEPENSES COMMERCIALES ET PUBLICITAIRES

Les coûts de réalisation et d'expédition des catalogues généraux et des livrets spécifiques sont constatés en charge à la date de leur expédition aux clients et prospects.

Les dépenses d'insertion publicitaire et de participation à des salons sont comptabilisées en charge à la date de parution ou de tenue du salon.

1.8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ce coût n'inclut pas le coût de financement supporté avant leur mise en service.

Les amortissements sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles. En présence d'éléments ayant des durées d'utilisation plus courtes que celle de l'immobilisation à laquelle ils se rattachent, ces éléments sont amortis sur leur durée d'utilisation propre.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes par nature d'immobilisations (durée depuis l'acquisition à neuf des actifs sauf indication contraire) :

- Installations techniques	10 ans
- Agencements	10 ans
- Matériel informatique	3 ans
- Mobilier de bureau	5 ans
- Autres immobilisations corporelles	3-5 ans

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont comptabilisés en tant que financement. Les biens financés par location financement sont comptabilisés à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité. En contrepartie, la dette correspondante est inscrite au passif du bilan.

1.9. DEPRECIATION DES ECARTS D'ACQUISITION ET DES IMMOBILISATIONS

Les écarts d'acquisition, les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumis à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'une diminution de valeur a pu se produire.

La perte de valeur est la différence entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle de l'actif, celle-ci étant sa valeur d'utilité ou sa valeur de vente, sous déduction des coûts de cession, si cette dernière est supérieure à la valeur d'utilité.

La valeur actuelle est déterminée pour chaque élément pris individuellement, à moins qu'il ne soit pas à l'origine de flux de trésorerie suffisamment autonomes par rapport à ceux procurés par les autres immobilisations. Dans cette hypothèse, la valeur comptable de l'élément est comprise dans celle de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient, une unité génératrice de trésorerie correspondant au plus petit regroupement d'actifs engendrant des flux de trésorerie autonomes. Le test de dépréciation est effectué à l'échelon de cette unité. Les unités génératrices de trésorerie identifiées par le groupe correspondent à ses activités opérationnelles de formation

Les dépréciations peuvent être reprises ultérieurement, si la valeur actuelle redevient supérieure à la valeur nette comptable, dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée.

1.10. PARTICIPATION DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sont enregistrées initialement pour un montant correspondant à la part acquise dans l'actif net réestimé de la participation acquise. L'écart d'acquisition, déterminé comme indiqué dans la note 1.5, est porté au compte d'écart d'acquisition. Ultérieurement la valeur comptable de ces participations est ajustée pour prendre en compte la part revenant au groupe dans les résultats réalisés après l'acquisition.

S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable de ces participations est testée selon les modalités prévues à la note 1.9.

1.11. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Elles comprennent les titres non consolidés qui représentent généralement des parts minoritaires de sociétés non cotées et sont comptabilisés au bilan à leur coût, éventuellement dépréciés.

Elles comprennent également des créances rattachées à des participations non consolidées ainsi que des dépôts de garantie immobiliers.

1.12. STOCKS

Les stocks comprennent des marchandises (ouvrages pédagogiques...) liées à l'activité de formation. Ils sont évalués au plus faible de leur coût ou de leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure au coût. Le coût des marchandises correspond à leur coût d'acquisition et aux coûts encourus pour les amener à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.13. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES D'EXPLOITATION

Les créances commerciales sont enregistrées à leur initiation à leur valeur nominale.

En cas de risque de non recouvrement, des dépréciations sont constatées au cas par cas sur la base des flux d'encaissement probables.

1.14. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET TRESORERIE

Les valeurs mobilières de placement sont constituées par des parts d'OPCVM et de dépôts à terme. Elles sont évaluées au bilan au coût d'acquisition où à la valeur liquidative si celle-ci est inférieure.

Les découverts bancaires sont présentés en dettes financières. Toutefois, étant remboursables sans préavis et faisant partie de la gestion de trésorerie du Groupe, les découverts bancaires sont déduits de la trésorerie pour déterminer la trésorerie sur le tableau des flux de trésorerie.

1.15. PROVISIONS

Les provisions au passif du bilan représentent des dettes dont le montant ou l'échéance est incertain. Elles sont comptabilisées en présence d'une obligation supportée par le groupe, ayant pour origine une réglementation, une loi ou des clauses contractuelles antérieures à la clôture de l'exercice et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Elles sont évaluées pour le montant estimé du décaissement.

1.16. AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI CONSENTIS AUX SALARIES ET AUTRES AVANTAGES A LONG TERME

Types de régimes

a) Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse, pour certaines catégories de salariés, des cotisations définies à une société d'assurance. Les cotisations sont versées en contreparties des services rendus par les salariés au titre de l'exercice. Elles sont comptabilisées en charge lorsqu'elles sont encourues. Les régimes à cotisations définies ne générant pas d'engagement futur pour le Groupe, ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Il est rappelé que les retraites des salariés du groupe sont versées par des organismes nationaux de retraite fonctionnant par répartition. Le Groupe estimant n'avoir aucune obligation au delà de celle d'avoir à verser les cotisations à ces organismes, celles-ci sont enregistrées en charge de périodes au titre desquelles elles sont appelées.

b) Régimes à prestations définies

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies consentis aux salariés du groupe sont constitués par des indemnités de fin de carrière versées à la date du départ à la retraite. S'agissant d'un régime à prestations définies, la dette du Groupe est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. L'estimation prend notamment en compte la probabilité de maintien du personnel dans le Groupe jusqu'au départ en retraite, l'évolution future de la rémunération et un taux d'actualisation reflétant le taux de rendement à la date du bilan des obligations émises par des émetteurs privés de premier rang. Les écarts actuariels qui en découlent sont enregistrés au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus.

1.17. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Le Groupe a mis en place un plan de souscription d'actions au profit de certains salariés ou dirigeants, l'objectif de ces plans étant de créer une incitation supplémentaire à l'amélioration des performances du groupe. L'attribution d'options de souscription d'actions représente un avantage offert à ces salariés, et constitue donc à ce titre un complément de rémunération. Selon les règles comptables en vigueur en France, cet avantage n'est pas valorisé. Lors de l'exercice des options de souscription, la société enregistre une augmentation de capital. Il n'en résulte aucune charge comptable.

L'attribution de ces actions, qui sera effective à l'issue d'une période de deux ans à compter de la date d'octroi, prendra la forme d'une augmentation de capital et n'engendrera pas de charge pour le Groupe

1.18. DETTES FINANCIÈRES

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés au passif pour leur valeur de remboursement.

1.19. FOURNISSEURS

Les dettes fournisseurs sont enregistrées à leur valeur nominale.

1.20. RECONNAISSANCE DU REVENU

Le chiffre d'affaires du Groupe est principalement constitué de prestations de formation enregistrées lorsque les sessions de formation sont réalisées.

Lorsqu'un contrat correspondant à une commande spécifique de formation intra-entreprise s'échelonne sur au moins deux exercices, les revenus sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement, déterminé soit en pourcentage des coûts encourus (incluant les coûts directs et indirects liés à l'exécution des contrats) par rapport aux coûts totaux estimés à terminaison, soit selon les étapes techniques définies au contrat (notamment pour l'activité E-Learning). Pour ces contrats, les pertes à terminaison probables sont provisionnées.

Les paiements partiels reçus dans le cadre de contrats de prestations s'étalant sur plusieurs exercices, avant que les prestations de formation correspondantes n'aient été exécutées, sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Les ventes de marchandises ou de produits finis, correspondant notamment à la vente d'ouvrages pédagogiques ou de modules indépendants de formation sur support informatique, sont enregistrées en chiffre d'affaires lors de la livraison des produits aux clients.

Les produits des activités annexes, correspondant essentiellement à des refacturations de coûts liés aux prestations de services rendus, tels les frais de déplacement ou les repas, sont reconnus au même rythme que les prestations correspondantes.

Le chiffre d'affaires est indiqué après déduction des escomptes, rabais ou ristournes qui peuvent être accordés aux clients

1.21. PAIEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location pour lesquels une partie significative des risques et avantages inhérents à la propriété sont effectivement conservés par le bailleur sont qualifiés de contrat de location simple. Les paiements effectués au titre des contrats de cette nature sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les paiements minimaux au titre d'un contrat de location-financement sont ventilés entre charges financières et amortissements de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant par rapport à la dette restant dû.

1.22. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Les charges et produits financiers comprennent :

- Les charges d'intérêts sur emprunts,
- Les charges d'intérêts comprises dans les paiements effectués au titre des contrats de location-financement,
- Les produits d'intérêts générés par les placements de trésorerie.

Ils incluent également les profits et pertes de change et les produits provenant des dividendes de sociétés non consolidées, le cas échéant.

1.23. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Le groupe applique le règlement CRC 99-03 pour établir les comptes individuels des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation. Ce règlement précise la nature des charges et des produits à porter en résultat exceptionnel. Le Groupe ne procède pas à des reclassements au sein du compte de résultat de nature à modifier le classement comptable opérés dans les comptes individuels.

Les différences entre le résultat exceptionnel des comptes consolidés et le cumul des résultats exceptionnels des comptes individuels résultent de l'élimination des flux intra-groupe tels que les abandons de créances, de l'élimination des provisions réglementées et des ajustements provenant du processus de consolidation.

En conséquence, le résultat exceptionnel comprend les plus et moins value de cessions des éléments de l'actif immobilisé ainsi que les charges et produits non liés à l'exploitation courante du groupe

1.24. IMPOT SUR LES RESULTATS

L'impôt sur les résultats (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt à payer au titre de chaque exercice et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt sur les résultats est comptabilisé en résultat. Toutefois, s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, il est comptabilisé en capitaux propres.

Les impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs du bilan consolidé.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que DEMOS disposera de bénéfices futurs imposables grâce auxquels ces actifs pourront être récupérés. Les perspectives de récupération des impôts différés actifs sont revues périodiquement et peuvent, le cas échéant, conduire à ne plus reconnaître des impôts différés actifs antérieurement constatés ou à comptabiliser au bilan des actifs d'impôt non précédemment constatés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la clôture.

Les impôts différés sont présentés en position nette par entité fiscale, à l'actif et au passif du bilan consolidé. Les impôts différés actifs et passifs sont compensés dans la mesure où ils concernent des impôts relevant d'une même entité fiscale.

1.25. RESULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice et le nombre d'actions en circulation à la clôture de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant les instruments financiers donnant un accès différé au capital du Groupe (options de conversion ou de souscription d'actions). Pour les instruments financiers dont le taux de conversion est fonction de variables qui ne sont pas connues à la clôture d'un exercice, l'hypothèse de conversion la plus dilutive a été retenue.

1.26. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les charges au compte de résultat sont présentées selon leur nature.

Dans le tableau de flux de trésorerie, le flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles est obtenu suivant la méthode indirecte, selon laquelle ce flux net est déterminé à partir du résultat net corrigé des opérations non monétaires, des éléments associés aux flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement et de financement et de la variation du besoin en fonds de roulement.

1.27. INFORMATION SECTORIELLE

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique).

L'activité du Groupe DEMOS est constituée de prestations de formation professionnelle à destination des particuliers et des entreprises. Ces prestations sont réalisées pour l'essentiel en France ainsi que dans des pays européens (Espagne, Portugal, Royaume-Uni, Allemagne et Pologne notamment).

Le premier et le seul niveau d'information sectorielle du Groupe est le secteur géographique. L'organisation actuelle du groupe distingue le secteur France d'une part et le secteur international d'autre part.

Les prix de transfert entre les secteurs géographiques sont les prix de marché, c'est-à-dire ceux qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale comme pour une transaction avec des tiers.

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION



MOUVEMENTS DE PERIMETRE INTERVENUS SUR LES EXERCICES 2006 ET 2007.

Les principales variations relatives au périmètre de consolidation du Groupe Demos au cours des années 2006 et 2007 sont les suivantes:

- Le 2 août 2005, un protocole d'investissement a été signé avec les actionnaires majoritaires du groupe Revue d'Etude, dont les termes prévoyaient que Demos prendrait son contrôle via une augmentation de capital lui étant réservée. Ainsi, alors que, conformément à ce protocole, Demos a repris le contrôle opérationnel de cette structure le 22 septembre 2005, l'augmentation de capital d'un montant de 250.000€ a été réalisée le 20 décembre 2005, portant la participation de Demos de 36% à 51%. Les comptes du sous-groupe Revue d'Etude sont consolidés en intégration globale depuis le 1^{er} octobre 2005, alors qu'ils étaient mis en équivalence jusqu'à cette date. Au cours du deuxième semestre 2007, Demos a progressivement acquis les actions de l'ensemble des sociétés du groupe revue d'Etude afin de porter sa participation à 100% au 31 décembre 2007.
- Le 13 décembre 2005, Demos a acquis 100% des parts des trois sociétés constituant le sous-groupe E-Learning Agency : E-Learning Agency SAS, LG2P SAS et Netstep SAS. Ainsi, les comptes financiers des ces trois sociétés ont été consolidés en intégration globale à compter du 31 décembre 2005. Sur l'exercice 2005, cette intégration globale n'a pas d'impact sur le compte de résultat consolidé mais uniquement sur le bilan consolidé de l'exercice. Le 25 janvier 2007, les sociétés E-Learning Agency et NETSTEP ont été absorbées par Demos avec effet au 1er janvier 2007. De ce fait, ces sociétés sont sorties du périmètre de consolidation au 1er janvier 2007.
- Le 30 juin 2006, Demos a pris le contrôle de l'Institut de Formation Calédonien (IFC DEMOS), avec un taux de détention porté à 57,7%, alors que Demos n'en détenait que 39% jusqu'à cette date. De ce fait, les comptes de l'IFC DEMOS ont été consolidés en intégration globale à compter du 1^{er} juillet 2006 alors qu'ils étaient mis en équivalence auparavant.
- Le 17 octobre 2006, Demos a porté sa participation dans l'Institut Demos de 69% à 95% suite à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription. Alors que la méthode de consolidation (intégration globale) est restée identique, la variation du pourcentage de détention a été prise en compte dans l'établissement des comptes consolidés du premier semestre 2007.
- Suite à la cession des titres le 3 avril 2007 que DEMOS détenait dans la société WDB au cours du premier semestre 2007, cette société, qui était mise en équivalence jusqu'au 31 décembre 2006, est sorti du périmètre de consolidation à compter du 1er janvier 2007.
- La société France Action Locale, dont Demos a pris le contrôle en novembre 2005 avec un taux de participation porté à 51%, a été consolidée en intégration globale à compter du 1er janvier 2006..
- Demos a souscrit au capital de la société OasYs lors de sa création en avril 2006, à hauteur de 33%. OasYs propose une offre d'outplacement pour cadres complémentaire aux activités du Groupe Demos dans la mesure où elle fonde son offre produit

essentiellement sur le concept de la transition apprenante. Cette société a été mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe en 2006 et 2007.

- Le 21 juillet 2006, Demos s'est associé au Groupe Australien BSIL afin de créer une structure de formation à Sydney. BSIL Demos est détenu à 26% par Demos et à 25% par l'IFC DEMOS. Compte tenu du caractère non significatif des opérations réalisées en 2006, cette société n'a pas été consolidée au 31 décembre 2006. Les comptes de BSIL DEMOS ont été consolidés selon la méthode de l'intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2007.
- Le GIE AFCEPF est sorti du périmètre de consolidation du Groupe à compter du 1er janvier 2006, suite au désengagement de Demos qui avait alors cessé d'en assurer le contrôle.
- Le 9 janvier 2007, la société DEMOS a acquis 100% des actions de la société Européenne de Formation Professionnelle (agissant sous la dénomination commerciale Formalangues). De ce fait, les comptes de la société Européenne de Formation Professionnelle ont été consolidés en intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2007.
- En mars 2007, DEMOS a créé conjointement avec l'un de ses employés la société DEMOS MIDDLE EAST dont le siège est situé aux Emirats Arabes Unis. Compte tenu du caractère non significatif des opérations de cette structure au cours de l'exercice 2007, les comptes de cette société n'ont pas été consolidés au cours de l'exercice 2007.

LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION RETENU POUR L'EXERCICE 2006 EST LE SUIVANT :

Raison Sociale	% d'intérêt	Méthode de consolidation
AFRAMP	100,00	intégration globale
CSE	100,00	intégration globale
DEMOS Benelux	100,00	intégration globale
DEMOS Langues	99,90	intégration globale
ECA	100,00	intégration globale
E-Learning Agency	100,00	intégration globale
LG2P	100,00	intégration globale
NETSTEP	100,00	intégration globale
Demos EWA (Allemagne)	100,00	intégration globale
FORMADEMOS Maroc	99,92	intégration globale
Global Estrategias Espagne	51,00	intégration globale
Cursos express	51,00	intégration globale
Global Estrategias Portugal	51,00	intégration globale
Les Editions DEMOS	100,00	intégration globale
SEPEPP	51,00	intégration globale
Presse Revue d'Etudes	48,45	intégration globale
Société d'Etudes et de formation	50,49	intégration globale
Editions Revue d'Etudes	48,45	intégration globale
INSTITUT DEMOS*	95,23	intégration globale
DEMOS POLSKA	100,00	intégration globale
IFC Demos	57,69	intégration globale au 1^{er} juillet
France Action Locale *	51,00	intégration globale au 1^{er} janvier
WDB SNC	34,00	mise en équivalence
SHANGHAÏ YING GANG	30,00	mise en équivalence
OASYS SAS *	33,30	mise en équivalence

* **Modification du périmètre 2006**

Le GIE AFCEPF a été sorti du périmètre d'intégration au 1^{er} janvier 2006.

LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION RETENU POUR L'EXERCICE 2007 EST LE SUIVANT :

Raison Sociale	% d'intérêt	Méthode de consolidation
AFRAMP	100,00	intégration globale
CSE	100,00	intégration globale
DEMOS Benelux	100,00	intégration globale
DEMOS Langues	99,90	intégration globale
ECA	100,00	intégration globale
LG2P / FORMASTORE	100,00	intégration globale
Demos EWA (Allemagne)	100,00	intégration globale
FORMADEMOS Maroc	99,92	intégration globale
Global Estrategias Espagne	51,00	intégration globale
Cursos express	51,00	intégration globale
Global Estrategias Portugal	51,00	intégration globale
Les Editions DEMOS	100,00	intégration globale
SEPEPP *	100,00	intégration globale
Presse Revue d'Etudes *	100,00	intégration globale
Société d'Etudes et de formation *	100,00	intégration globale
Editions Revue d'Etudes *	100,00	intégration globale
INSTITUT DEMOS	95,23	intégration globale
DEMOS POLSKA	100,00	intégration globale
IFC Demos	57,69	intégration globale
France Action Locale	51,00	intégration globale
BSIL DEMOS *	40,42	intégration globale au 1^{er} janvier
EFP FORMALANGUES *	100,00	intégration globale au 1^{er} janvier
SHANGHAI YING GANG	30,00	mise en équivalence
OASYS SAS	33,30	mise en équivalence

*** Modification du périmètre 2007**

Les sociétés NETSTEP et E-Learning Agency ont été sorties du périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2007 suite à leur absorption par DEMOS.

La SNC WDB a été sortie du périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2007 suite à la cession de cette participation.

La société BSIL DEMOS est intégrée globalement du fait du contrôle indirect de cette structure exercé par DEMOS.

3. NOTES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDÉ

Toutes les données présentées ci-après sont en milliers d'euros, sauf indications contraires.

3.1. ECARTS D'ACQUISITION

Détail des écarts d'acquisitions par Unité Génératrice de Trésorerie et par Structure juridique acquise ou créée :

Unité Génératrice de trésorerie	Structure juridique	31.12.2006 (valeurs brutes)	Augm. 2007	31.12.2007 (valeurs brutes)	Amort. (au 31.12.2007)	Valeur nette (au 31.12.2007)	Valeur nette (au 31/12/2006)
Formation demandeurs d'emploi	AFCEPF	0		0	0	0	0
Formation demandeurs d'emploi	AFRAMP	7		7	-7	0	0
Formation générales France	Demos	3 278		3 278	-2 252	1 026	1 329
Formation linguistiques	Demos Langues	190		190	-190	0	0
Prestations de conseil	ECA	214		214	-214	0	0
Formation Nouvelle Calédonie	IFC	13		13	-2	11	12
Formation Royaume-Unis	CSE	1 118		1 118	-912	206	318
Département formation banques	Format Finance	304		304	-122	182	212
Département formation banques	Metodis	408		408	-143	265	306
Formation Espagne et Portugal	Global Estrategias	2 463		2 463	-246	2 217	2 340
Formation Allemagne	EWA	220	40	260	-68	192	178
Département E-Learning	E learning Agency	156		156	-32	124	140
Département E-Learning	Netstep	33		33	-6	27	30
Département E-Learning	LG2P	573	60	633	-117	516	516
Formation Maroc	FormaDemos Maroc	37		37	-11	26	30
Préparations aux examens	Revue d'Etudes	447	165	612	-105	507	395
Institut Demos	Institut Demos	23		23	-3	20	22
Formation linguistiques	EFP (Formalanges)	0	1 352	1 352	-68	1 284	0
Total		9 484	1 617	11 101	-4 499	6 602	5 827

Les variations des amortissements de l'exercice 2007 sont les suivantes :

Unité Génératrice de trésorerie	Structure juridique	Amort. (au 31/12/2006)	Augm. 2007	Amort. (au 31/12/2007)
Formation demandeurs d'emploi	AFCEPF	0	0	0
Formation demandeurs d'emploi	AFRAMP	-7	0	-7
Formation générales France	Demos	-1 949	-303	-2 252
Formation linguistiques	Demos Langues	-190	0	-190
Prestations de conseil	ECA	-214	0	-214
Formation Nouvelle Calédonie	IFC	-1	-1	-2
Formation Royaume-Unis	CSE	-800	-112	-912
Département formation banques	Format Finance	-92	-30	-122
Département formation banques	Metodis	-102	-41	-143
Formation Espagne et Portugal	Global Estrategias	-123	-123	-246
Formation Allemagne	EWA	-42	-26	-68
Département E-Learning	E learning Agency	-16	-16	-32
Département E-Learning	Netstep	-3	-3	-6
Département E-Learning	LG2P	-57	-60	-117
Formation Maroc	FormaDemos Maroc	-7	-4	-11
Préparations aux examens	Revue d'Etudes	-52	-53	-105
Institut Demos	Institut Demos	-1	-2	-3
Formation linguistiques	EFP (Formalanges)	0	-68	-68
Total		-3 656	-842	-4 499

A cours de l'exercice 2007, la valeur brute des écarts d'acquisition a augmenté de 1.617 milliers d'euros, principalement du fait de l'acquisition de la société EFP (Formalanges) pour 1.352 milliers d'euros, du rachat d'actions minoritaires de la société SEPEPP/ Revue d'Etudes pour 165 milliers d'euros et de paiements complémentaires relatifs aux acquisitions de DEMOS EWA et de E-Learning Agency pour respectivement 40 et 60 milliers d'euros.

3.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Valeurs brutes 2006	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart conversion	Augm.	Diminut.	Clôture
Logiciels	474	(20)	-	327	(28)	753
Fonds commercial	35	-	-	12	-	47
Immobilisations en cours	142	-	-	177	-	319
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	313	1	-	720	-	1 034
Total	964	(19)	-	1 236	(28)	2 153

Amortissements 2006	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augm.	Diminut.	Clôture
Logiciels	(406)	15	-	(125)	28	(488)
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	(239)	-	-	(155)	-	(394)
Total	(645)	15	-	(280)	28	(882)

Valeurs nettes à la clôture 2006	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	753	(488)	265
Fonds commercial	47	-	47
Immobilisations en cours	319	-	319
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	1 034	(394)	640
Total	2 153	(882)	1 271

Immobilisations incorporelles (suite)

Valeurs brutes 2007						
	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart conversion	Augm.	Diminut.	Clôture
Logiciels	753	6	-	264	(27)	996
Fonds commercial	47	-	-	-	-	47
Immobilisations en cours	319	-	-	490	(177)	632
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	1 034	86	(3)	715	-	1 832
Total	2 153	92	(3)	1 469	(204)	3 507

Amortissements 2007						
	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augm.	Diminut.	Clôture
Logiciels	(488)	(6)	-	(223)	27	(690)
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	(394)	(31)	2	(394)	-	(817)
Total	(882)	(37)	2	(617)	27	(1 507)

Valeurs nettes à la clôture 2007	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Logiciels	996	(690)	306
Fonds commercial	47	-	47
Immobilisations en cours	632	-	632
Autres Immobilisations incorporelles et logiciels développés en interne	1 832	(817)	1 015
Total	3 507	(1 507)	2 000

3.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeurs brutes 2006	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart conversion	Augm.	Diminut.	Clôture
Constructions	9	-	-	3	-	12
Installations techniques	905	(46)	4	38	(62)	839
Autres immobilisations corporelles	2 561	78	-	627	(377)	2 889
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	50	-	50
Total	3 475	32	4	718	(439)	3 790

Amortissements 2006	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augm.	Diminut.	Clôture
Constructions	(1)	-	-	(1)	-	(2)
Installations techniques	(800)	47	(4)	(31)	62	(726)
Autres immobilisations corporelles	(1 584)	(6)	-	(495)	363	(1 722)
Total	(2 385)	41	(4)	(527)	28	(2 450)

Valeurs nettes à la clôture 2006	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Constructions	12	(2)	10
Installations techniques	839	(726)	113
Autres immobilisations corporelles	2 889	(1 722)	1 167
Immobilisations corporelles en cours	50	-	50
Total	3 790	(882)	1 340

Immobilisations corporelles (suite)

Valeurs brutes 2007		Variation de périmètre	Ecart conversion	Augm.	Diminut.	Clôture
	Ouverture					
Constructions	12	-	-	-	-	12
Installations techniques	839	37	(19)	54	(148)	763
Autres immobilisations corporelles	2 889	423	-	1 429	(352)	4 389
Immobilisations corporelles en cours	50	-	-	-	-	50
Total	3 790	460	(19)	1 483	(500)	5 214

Amortissements 2007		Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augm.	Diminut.	Clôture
	Ouverture					
Constructions	(2)	-	-	(1)	-	(3)
Installations techniques	(726)	(36)	18	(33)	148	(629)
Autres immobilisations corporelles	(1 722)	(368)	(1)	(637)	346	(2 382)
Total	(2 450)	(404)	17	(671)	494	(3 014)

Valeurs nettes à la clôture 2007	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Constructions	12	(3)	9
Installations techniques	763	(629)	134
Autres immobilisations corporelles	4 389	(2 382)	2 007
Immobilisations corporelles en cours	50	-	50
Total	5 214	(3 014)	2 200

3.4. IMMOBILISATIONS DETENUES EN CREDIT BAIL

Au 31 décembre 2007, la part des immobilisations brutes financées en Crédit-bail est de 1.223 milliers d'euros (1.110 milliers d'euros au 31 décembre 2006) dont 239 milliers d'euros correspondant à des immobilisations incorporelles (159 milliers d'euros au 31 décembre 2006).

Le cumul des amortissements se rapportant à ces immobilisations est de 453 milliers d'euros à la clôture 2007 (453 milliers d'euros au 31 décembre 2006), dont 132 milliers d'euros pour les immobilisations incorporelles (40 milliers d'euros au 31 décembre 2006).

3.5. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Variations 2006						
	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augment.	Diminut	Clôture
Titres de participation non consolidés	18	-	-	18	(7)	29
Prêts, dépôts et cautionnements	470	(19)	1	63	(63)	452
Autres créances rattachées à des participations	-	-	-	15	-	15
Total	488	(19)	1	96	(70)	496

Variations 2007						
	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Augment.	Diminut	Clôture
Titres de participation non consolidés	29	-	-	6	-	35
Prêts, dépôts et cautionnements	452	134	(4)	83	(10)	655
Autres créances rattachées à des participations	15	-	-	-	(15)	-
Total	496	134	(4)	89	(25)	690

Dépréciations 2007						
	Ouverture	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Dotations	Diminut	Clôture
Titres de participation non consolidés	(4)	-	-	-	3	(1)

Valeurs nettes à la clôture 2007			
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Titres de participation non consolidés	35	(1)	34
Prêts, dépôts et cautionnements	655	-	655
Total	690	(1)	689

En 2006, les titres de la société Rise international détenus par Demos ont été cédés.

Par ailleurs, Demos et sa filiale IFC détiennent respectivement 26% et 25% de la société australienne BSIL Demos, créée en juillet 2006. Cette société n'a pas été consolidée compte tenu de sa taille non significative au 31 décembre 2006. Celle-ci a été consolidée à compter du 1^{er} janvier 2007 selon la méthode de l'intégration globale.

Les performances de la Société FIDELISE dont DEMOS détient une participation au 31 décembre 2007 s'analyse comme suit :

	Valeur Nette 2007	détention	capitaux propres	résultat
Fidélise	15	3,3%	405	53
Total	15			

3.6. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE

La ventilation des titres mis en équivalence est la suivante :

	31.12.2007	31.12.2006
WDB	0	40
JV Shangai YING GANG	129	122
OASYS	47	52
Total net	176	214

Le tableau ci-dessous présente des données clés des états financiers des sociétés mises en équivalence :

2006	JV SHANGHAI YING GANG	WDB	OASYS
Total des actifs	517	497	192
Total des passifs	99	546	37
Capitaux propres	418	(49)	155
Chiffres d'affaires	353	77	0
Résultat net	56	(89)	(32)

2007	JV SHANGHAI YING GANG	OASYS
Total des actifs	599	184
Total des passifs	155	44
Capitaux propres	444	140
Chiffres d'affaires	389	-
Résultat net	43	(15)

3.7. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	31.12.2007	31.12.2006
Valeurs brutes	27 801	21 039
Dépréciation	(1 551)	(1 373)
Valeurs nettes	26 250	19 666

Toutes les créances clients sont à échéance à moins d'un an.

3.8. AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

	31.12.2007	31.12.2006
Créances rattachées à des participations	111	679
Créances fiscales (hors impôts société)	1 580	1 757
Créances sur le personnel et org. sociaux	48	44
Impôts différés actifs	958	807
Avances et acomptes versés	31	45
Charges constatées d'avance	997	1 552
Actif d'impôts exigible	2	71
Autres créances	648	443
Total brut	4 375	5 398
Dépréciations	(2)	(2)
Total net	4 373	5 396

Toutes les autres créances clients sont à échéance à moins d'un an.

Le détail des impôts différés est le suivant :

	31.12.07	31.12.06
Impôts différés actifs		
Déficits reportables des filiales	253	205
Différences temporaires	612	560
Autres	93	42
Impôts différés actifs totaux	958	807

Voir aussi note 4.10 concernant la variation des impôts différés en 2007.

La nature des différences temporaires à l'origine de la comptabilisation d'actifs d'impôts différés, présentées ci-dessus, est indiquée dans le tableau suivant :

Impôts différés 2006						
Différences temporaires	Base			Impôts		
	Ouverture	Variation	Clôture	Ouverture	Variation	Clôture
Provisions congés payés	818	251	1069	281	86	367
Provision participation	236	257	493	81	88	169
Contribution sociale solidarité	62	8	70	21	3	24
Total	1116	516	1632	383	177	560

Impôts différés 2007						
Différences temporaires	Base			Impôts		
	Ouverture	Variation	Clôture	Ouverture	Variation	Clôture
Provisions congés payés	1069	75	1144	367	26	393
Provision participation	493	58	551	169	20	189
Contribution sociale solidarité	70	19	89	24	6	30
Total	1632	152	1784	560	52	612

3.9. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET TRESORERIE

	31.12.2007	31.12.2006
VMP et autres placements	6 570	275
Disponibilités	11 927	7 466
Total	18 497	7 741

Les VMP et autres placements au 31 décembre 2007 comprennent un placement à terme de 6 millions d'euros à échéance au 31 janvier 2008. Les autres valeurs mobilières de placements sont enregistrées à leur valeur d'acquisition.

3.10. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES



Capital social

Au 31 décembre 2006, le capital social de DEMOS se composait de 10.000 actions de 100 euros de valeur nominale, entièrement libérées. Ces actions se répartissent entre 9.412 actions ordinaires (ou de catégorie A) et 588 actions de catégorie B. Au cours de l'exercice 2007, les opérations suivantes ont été réalisées :

- L'Assemblée Générale du 18 avril 2007 a décidé de diviser par 400 la valeur nominale des actions composant le capital de DEMOS afin de réduire cette valeur nominale de 100°euros à 0,25 euros. De ce fait, le nombre d'actions composant le capital social a été porté à 4 000 000.
- Sur délégation accordée par l'Assemblée Générale du 18 avril 2007, le Conseil d'administration du 31 mai 2007 a constaté la conversion de 2.947 obligations convertibles en 840.271 actions nouvelles de la société DEMOS de 0,25 euros de valeur nominale chacune, portant ainsi le capital de la société à 1 210 067,75 euros.
- Sur délégation accordée par l'Assemblée Générale du 18 avril 2007, le Conseil d'administration du 4 juin 2007 a constaté la réalisation d'une augmentation de capital par voie d'appel public à l'épargne d'un montant de 160 875,25 euros par émission de 643 501 actions nouvelles de 0,25 euros de valeur nominale chacune. Cette opération a ainsi porté le capital de la société à 1 370 943 euros. Les actions nouvelles ayant été souscrites au prix unitaire de 15,54 euros, le produit brut de cette augmentation de capital s'élevait à 10 000 005,54 euros.
- Sur délégation accordée par l'Assemblée Générale du 18 avril 2007, le Conseil d'administration du 25 juin 2007 a constaté l'exercice intégral de l'option de surallocation de la part de l'établissement introducteur Oddo & Cie, qui lui conférait la faculté de souscrire un montant maximum de 92 468 actions. De ce fait, le Conseil d'administration a constaté la réalisation de l'augmentation du capital social de la société d'un montant de 23 117 euros par émission de 92.468 actions nouvelles de valeur nominale de 0,25 euros chacune. Cette opération a ainsi porté le capital de la société à 1.394.060 euros, composé de 5 576 240 actions de valeur nominale de 0,25 euros chacune. Compte tenu d'un prix de souscription de

15,54 euros par action, le produit brut de cette opération s'élevait à 1 436 952,72 euros.

- Sur délégation accordée par l'Assemblée Générale du 18 avril 2007, le Conseil d'administration du 5 juillet 2007 a constaté la réalisation de l'augmentation de capital réservée aux salariés de la Société - et de ses filiales françaises - adhérents de son plan d'épargne entreprise d'un montant de 10 058,5 euros par création des 40 234 actions nouvelles. Compte tenu d'un prix de souscription de 12,42 euros par action, le produit brut de cette opération s'élevait à 499 706,28 euros.

A la suite de ces différentes opérations, le capital social de la société au 31 décembre 2007 s'élève à 1 404 118,50 euros ; il est composé de 5 616 474 actions ordinaires de 0,25 euros de nominal.



Actions de catégorie B

Conformément aux statuts de la société, les actions de catégories B existantes au 31 décembre 2006 ont été assimilées à des actions ordinaires du fait de l'introduction en bourse de la société sur le marché Alternext d'Euronext Paris avant le 30 juin 2007. Au 31 décembre 2007, le capital de la société ne comporte donc plus d'actions de catégorie B.



Dividendes

Le montant des dividendes ordinaires au titre de l'exercice 2006 attribués par l'Assemblée Générale des actionnaires du 18 avril 2007, ainsi que le montant par action s'analysent comme suit :

	2006
Dividende net global en milliers d'euros	259
Dividende net par action en euros	0,065

Compte tenu du fait que la société a été introduite sur un marché réglementé avant le 30 juin 2007, et conformément aux statuts de la société, le droit au dividende préciputaire, prioritaire et cumulatif des actions de catégorie B a été supprimé de plein droit.



Primes liées au capital

Au 31 décembre 2006, le montant des primes liées au capital était nul.

Suite aux différentes augmentations de capital décrites ci-dessus, résultant de la conversion des obligations convertibles, de l'appel public à l'épargne, de l'exercice intégral de l'option de surallocation et de l'offre réservée aux salariés, le montant des primes liées au capital au 31 décembre 2007 est de 14.623 milliers d'euros.

Les frais relatifs à l'augmentation de capital supportés à l'occasion de l'introduction en bourse enregistrés au cours du premier semestre 2007 étaient de 1 124 milliers d'euros. Net de l'effet d'impôt, ces frais d'introduction en bourse sont d'un montant de 749 milliers d'euros, qui a été imputé sur les primes liées au capital.



Réserves consolidées

Les réserves consolidées incluent les éléments de charges et produits directement affectés en capitaux propres conformément à des dispositions comptables spécifiques.



Rémunération en actions (plan de stock option)

Le 22 octobre 2004, le Conseil d'administration de DEMOS a attribué à certains dirigeants 272 options de souscription d'actions donnant droit chacune à un maximum d'une action, soit une augmentation de capital maximum en valeur nominale de 54 000 euros. Le prix d'exercice de l'option a été fixé à 1 545 euros par action.

Les options devront être levées au plus tôt après quatre ans et au plus tard après six ans après la date d'attribution. Les bénéficiaires des options devront être en fonction lors de l'exercice de ces options et ne pas être démissionnaires. Le plan est assorti d'une condition suspensive prévoyant que l'exercice des options est subordonné à l'introduction des actions de la société sur un marché réglementé. Si cette condition n'est pas remplie avant le 30 Juin 2009, le plan deviendrait caduc.

Le plan prévoit une progression du nombre d'option exerçable en fonction de la valeur de DEMOS à la date de son introduction en bourse :

- si la valeur est inférieure à 60 millions d'euros, le nombre d'actions exerçable est limité à 30% du nombre attribué ;
- si la valeur se situe entre 60 millions et 70 millions, le nombre d'options exerçables est porté à 50% ;
- si la valeur se situe entre 70 et 100 millions d'euros, la proportion d'options exerçables reflète la valeur de DEMOS à l'intérieur de cette fourchette ; par exemple si la valeur de DEMOS est de 80 millions d'euros, la proportion exerçable est de 80% ;
- au-delà d'une valeur de 100 millions d'euros, l'intégralité des options attribuées est exerçable.

Dans ces différentes hypothèses, les options non exerçables deviennent caduques.

Au 31 décembre 2007, la condition suspensive a été réalisée du fait de l'introduction en bourse réalisée le 31 mai 2007. Par ailleurs, comptes tenu d'une part de la division par 400 de la valeur nominale des actions de la société et, d'autre part, d'une valorisation de la société égale à 70 millions d'euros en milieu de fourchette, le nombre d'options exerçables au 31 décembre 2007 s'élève à 76 160 et le prix d'exercice a été divisé par 400 soit 3,86 euros.

Au 31 décembre 2007, aucune option n'avait été exercée compte tenu du délai d'acquisition des droits prévus par le plan.

Conformément aux règles comptables françaises, les options de souscription d'actions n'ont et n'auront jamais aucun effet direct sur le compte de résultat, qu'elles soient levées ou non par leurs bénéficiaires.



Rémunération en actions (attribution d'actions gratuites)

Le Conseil d'administration du 13 décembre 2007 a décidé, conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 avril 2007, l'attribution d'un nombre total de 13 000 actions gratuites à émettre, d'une valeur nominale de 0,25 euro chacune, au profit de certains cadres de la société DEMOS.

Le règlement du plan d'attribution des actions gratuites précise notamment les conditions et critères d'attribution suivant :

- Durée de la période d'acquisition : l'attribution des actions gratuites aux bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée de deux ans, qui commence à courir à compter du 13 décembre 2007. Les droits résultant de l'attribution gratuite d'actions sont incessibles jusqu'au terme de la période d'acquisition.
- Conditions et critères d'attribution : les actions de la société DEMOS attribuées gratuitement, ne pourront être acquises définitivement par un bénéficiaire au terme de la période d'acquisition, que si ce dernier est encore salarié de la Société ou d'une société contrôlée par DEMOS au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce sauf départ en retraite ou licenciement non motivé par une faute.
- Durée de la période de conservation : à compter de l'attribution définitive des actions à l'issue de la période d'acquisition, les bénéficiaires devront conserver ces actions, sans pouvoir les céder, pendant une période de conservation de deux ans.
- Droit des bénéficiaires durant la période de conservation et au terme de celle-ci : pendant la période de conservation, et nonobstant l'obligation de conservation des actions, les bénéficiaires pourront exercer les droits attachés à celles-ci, et en particulier le droit d'information et de communication, le droit préférentiel de souscription, le droit de vote et le droit aux dividendes. Au terme de la période de conservation, les bénéficiaires pourront librement céder les actions attribuées.

Les attributions d'actions résulteront d'une augmentation de capital ; de ce fait, conformément aux règles comptables françaises, les attributions d'actions gratuites n'ont et n'auront jamais aucun effet direct sur le compte de résultat.

3.11. INTERETS MINORITAIRES

Montant au 1er janvier 2006	751
Variation sur les titres des filiales intégrées globalement	95
Part des minoritaires dans les résultats	329
Montant au 31 décembre 2006	1 175
Variation sur les titres des filiales intégrées globalement	(36)
Part des minoritaires dans les résultats 2007	290
Montant au 31 décembre 2007	1 429

La variation de périmètre s'analyse comme suit :

	2007	2006
Global Estrategias Espagne	-	-
Global Estrategias Portugal	-	-
SEPEPP	(40)	-
Institut Demos	-	23
France Action locale	-	12
BSIL Demos	4	-
IFC Demos	-	60
Total	(36)	95

3.12. EMPRUNT OBLIGATAIRE CONVERTIBLE EN ACTIONS

Le 8 octobre 2001, DEMOS a émis un emprunt convertible en actions portant intérêt au taux nominal de 3%.

Au 31 décembre 2006, le solde de cet emprunt obligataire est égal à 3 845 milliers d'euros, y compris des intérêts courus non échus pour 26 milliers d'euros.

Le contrat, modifié par avenant le 28 novembre 2006, prévoyait notamment que si la société était cotée sur un marché réglementé ou une bourse de valeur, les obligations seraient converties en actions ordinaires de plein droit en totalité et en une seule fois, le taux de conversion applicable étant déterminé en fonction de la valorisation de la société retenue pour la transaction considérée.

Ainsi, l'intégralité des obligations convertibles existantes ont été converties en 840 271 actions nouvelles de la société le 31 mai 2007.

Au 31 décembre 2007, il n'existe donc plus d'obligation convertible en actions.

3.13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Variations 2006	Ouverture	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Clôture
Provisions pour risques	202	151	(5)	(76)	272
Provisions pour retraites	337	-	(1)	-	336
Provisions pour restructuration	249	36	-	(249)	36
Autres provisions pour charges	44	-	-	(44)	-
Total	832	187	(6)	(369)	644

Variations 2007	Ouverture	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions pour risques et charges	272	75	29	(28)	348
Provisions pour retraites	336	83	111	(61)	469
Provisions pour restructuration	36		11		47
Total	644	158	151	(89)	864

En 2007, il n'y a pas eu de reprises de provisions non utilisées au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2007, les provisions pour risques et charges concernent essentiellement des litiges avec des tiers.

La dette actuarielle au titre des indemnités de départ à la retraite a été évaluée en retenant les hypothèses suivantes :

	2006	2007
Taux d'actualisation	4,3%	5,5%
Taux de rendement attendu des actifs	2,5%	2,5%
Taux d'inflation	2%	2%
Table de mortalité	INSEE 2000-2002	INSEE 2003-2005
Taux d'augmentation des salaires	3%	3%
Age de départ à la retraite	64,9 ans	64,9 ans
Taux de départ annuel moyen	15%	15%

Le groupe n'a aucun engagement au titre de rémunération à long terme à payer avant le départ des salariés (exemple : médailles de travail).

Les cotisations versées aux organismes de retraite du fait de plans à cotisations définies, autres que les régimes nationaux par répartition, se sont élevés à 4 milliers d'euros en 2007 et à 4 milliers d'euros en 2006.

3.14. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

**Analyse par nature**

Les autres emprunts et dettes financières s'analysent comme suit par nature :

	31.12.2007	31.12.2006
Emprunts bancaires	4 101	3 680
Autres dettes financières	770	769
Total	4 871	4 449

Toutes les dettes ci-dessus sont libellées en euros.

**Emprunts bancaires****Echéance des emprunts bancaires**

	31.12.2007	31.12.2006
Moins d'un an	1 211	916
Plus d'un an et moins de cinq ans	2 890	2 764
Plus de cinq ans	-	-
Total	4 101	3 680

Structure des taux d'intérêt des emprunts bancaires

	31.12.2007	31.12.2006
Taux fixe	2 463	1 680
Taux variable	1 638	2 000
	-	-
Total	4 101	3 680

Les emprunts bancaires incluent des clauses selon lesquelles le remboursement anticipé peut être exigé par les banques lorsque certains ratios financiers ne sont pas respectés. A la clôture des exercices 2006 et 2007, tous les ratios étaient respectés par Demos.



Autres dettes financières

Les autres dettes financières comprennent :

	31.12.2007	31.12.2006
Dette relative aux contrats de location financement	649	667
Intérêts courus sur les dettes financières	41	46
Découverts bancaires	25	14
Autres dettes financières	55	42
Total	770	769
<i>Dont part à moins d'un an</i>	<i>405</i>	<i>249</i>
<i>Dont par à plus d'un an</i>	<i>365</i>	<i>520</i>

Toutes les dettes financières ci-dessus sont libellées en euros. Les dettes au titre des locations financement sont à taux fixes.

3.15. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007, les dettes fournisseurs ont toutes des échéances à moins d'un an.

3.16. AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

	2007	2006
Dettes fiscales	5 302	4 291
Dettes sociales	5 700	4 616
Etat – impôts sur les bénéfiques	639	1 080
Dividendes à payer	-	103
Impôts différés passifs	3	-
Produits constatés d'avance	3 015	2 418
Autres dettes	1 313	1 515
Total	15 972	14 023

Les dettes ci-dessus ont des échéances inférieures à un an.

Les produits constatés d'avance sont principalement constituées de prestations de formation facturées non encore réalisées.

4. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDE

4.1. INFORMATIONS SECTORIELLES (SECTEUR PRIMAIRE – ZONES GEOGRAPHIQUES)

Sur les exercices 2006 et 2007, le chiffre d'affaires est intégralement généré sur les activités de formations professionnelles et de services associés.

Dans la cadre de l'information sectorielle, le Groupe Demos a opté pour l'analyse par implantation des actifs.

Résultat sectoriels de l'exercice 2007 (en milliers d'euros)					
	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	55 190	11 938	67 128	14 117	81 245
Revenus intersectoriels	-1 386	-794	-2 180	-764	-2 944
Revenus externes	53 804	11 144	64 948	13 353	78 301
Résultats d'exploitation	6 447	314	6 761	627	7 388
Résultats courants avant impôts	6 385	275	6 660	651	7 311
Résultats net des entreprises intégrées	3 884	263	4 147	687	4 834
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					8
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-842
Résultat net consolidé					4 000

Résultat sectoriels de l'exercice 2006 (en milliers d'euros)					
	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Revenus	45 452	6 207	51 659	9 925	61 584
Revenus intersectoriels	-1 291	-750	-2 041	-1 069	-3 110
Revenus externes	44 161	5 457	49 618	8 856	58 474
Résultats d'exploitation	4 374	-124	4 250	857	5 107
Résultats courants avant impôts	4 096	-155	3 941	906	4 847
Résultats net des entreprises intégrées	2 584	-82	2 502	932	3 434
Parts dans les résultats des participations mises en équivalence					-24
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition					-774
Résultat net consolidé					2 636

Actifs et passifs sectoriels en 2007 (en milliers d'euros)

	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Actifs	50 720	4 811	55 531	5 594	61 125
Passifs	25 300	5 454	30 754	6 290	37 044

Actifs et passifs sectoriels en 2006 (en milliers d'euros)

	Demos SA	Filiales françaises	Sous-total Zone France	Zone Internationale	Total
Actifs	35 399	2 850	38 249	3 969	42 218
Passifs	28 175	3 636	31 811	4 739	36 550

4.2. REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MODE DE TRANSMISSION DES SAVOIRS

La répartition du chiffre d'affaires consolidé par mode de transmission du savoir des exercices 2006 et 2007 est la suivante :

Exercice 2007	Inter entreprises	Intra entreprise	Conseil	Edition	E-Learning	Examens admin.	Projets internat.	Autres	TOTAL
DEMOS SA	27 810	16 732	420		3 733		4 003	1 106	53 804
DEMOS LANGUES	198	870							1 067
CSE (Royaume Uni)	202	235							437
DEMOS BENELUX									-
EXPERTISE CONSULTING DE L'ARCADE			847						847
DEMOS EWA (Allemagne)	410	377						14	801
FRANCE ACTION LOCALE	452								452
FORMADEMOS MAROC		704							704
GLOBAL ESTRATEGIAS Espagne	2 808	1 396			3 434				7 639
GLOBAL ESTRATEGIAS Portugal	1 478	292			222				1 991
INSTITUT DEMOS		31							31
EDITIONS DEMOS				180					180
DEMOS POLSKA		629							629
SEPEPP (REVUE D'ETUDE)						1 623			1 623
AFRAMP	201								201
FORMASTORE					753				753
FORMALANGUES	610	5 162			218				5 990
INSTITUT FORMATION CALEDONIEN	101	455	482						1 038
BSIL DEMOS (Australie)		114							114
	34 269	26 996	1 749	180	8 360	1 623	4 003	1 120	78 301
	43,8%	34,5%	2,2%	0,2%	10,7%	2,1%	5,1%	1,4%	100,0%

Exercice 2006	Inter entreprises	Intra entreprise	Conseil	Edition	E-Learning	Examens admin.	Projets internat.	Autres	TOTAL
DEMOS SA	22 672,5	12 877,8	294,3		2 401,1		5 452,3	463,0	44 161,0
DEMOS LANGUES		1 160,0							1 160,0
CSE (Royaume Uni)	266,0	253,0							519,0
DEMOS BENELUX									-
EXPERTISE CONSULTING DE L'ARCADE			638,0						638,0
DEMOS EWA (Allemagne)	484,0	226,0							710,0
FRANCE ACTION LOCALE	310,0								310,0
FORMADEMOS MAROC		420,0							420,0
GLOBAL ESTRATEGIAS Espagne	2 762,0	779,0			1 342,0				4 883,0
GLOBAL ESTRATEGIAS Portugal	1 161,0	208,0			108,0				1 477,0
INSTITUT DEMOS		18,0							18,0
EDITIONS DEMOS				141,0					141,0
DEMOS POLSKA		439,0							439,0
SEPEPP (REVUE D'ETUDE)						1 992,0			1 992,0
AFRAMP	171,0								171,0
FORMASTORE					568,0				568,0
NETSTEP					8,0				8,0
E LEARNING AGENCY					451,0				451,0
IFC	30,7	128,6	248,7						408,0
	27 857,2	16 509,4	1 181,0	141,0	4 878,1	1 992,0	5 452,3	463,0	58 474,0
	47,6%	28,2%	2,0%	0,2%	8,3%	3,4%	9,3%	0,8%	100,0%

4.3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	2007	2006
Reprises sur amortissements et provisions	110	638
Production immobilisée et production stockée	844	448
Autres produits	129	193
Total	1 083	1 279

Les transferts de charges d'exploitation de l'exercice 2007 correspondent aux coûts de développement de logiciels internes et de développement de produits de formation e-learning sur étagère.

Les autres produits correspondent essentiellement à l'apurement de certains soldes clients créditeurs de plus de trois ans pour lesquels aucune opération n'a été effectuée au cours des trois exercices précédents.

4.4. ACHATS ET VARIATION DE STOCKS

	2007	2006
Achats de matières premières, fournitures et autres approvisionnements	(277)	(213)
Variation de stock de marchandises	4	(50)
Autres achats	(3 547)	(1 901)
Achats de marchandises	(627)	(82)
Total	(4 447)	(2 246)

4.5. AUTRES CHARGES EXTERNES

	2007	2006
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(23 638)	(17 717)
Location et charges locatives	(4 632)	(3 671)
Publicité, publication et relations publiques	(3 828)	(3 667)
Déplacements, missions et réceptions	(2 904)	(2 217)
Autres achats externes	(3 046)	(2 293)
Total	(38 048)	(29 565)

4.6. CHARGES DE PERSONNEL

	2007	2006
Rémunérations du personnel	(18 592)	(14 375)
Charges sociales et autres charges de personnel	(7 354)	(5 757)
Participation des salariés	(551)	(491)
Total	(26 497)	(20 623)

4.7. IMPOTS ET TAXES

	2007	2006
Impôts et taxes sur rémunérations	(168)	(159)
Taxe professionnelle	(518)	(369)
Autres impôts et taxes	(298)	(185)
Total	(984)	(713)

4.8. RESULTAT FINANCIER

	2007	2006
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	246	96
Autres produits financiers	33	40
Total des produits financiers	279	136
Charges d'intérêts	(336)	(378)
Autres charges financières	(20)	(18)
Total des charges financières	(356)	(396)
Résultat financier	(77)	(260)

4.9. RESULTAT EXCEPTIONNEL

	2007	2006
Reprises de provisions	21	76
Produits de cessions d'immobilisation	109	52
Plus value de déconsolidation	26	143
Autres produits exceptionnel	32	64
Total des produits exceptionnels	188	335
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	(19)	(131)
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(104)	(21)
Autres charges exceptionnelles	(114)	(130)
Total des charges exceptionnelles	(237)	(282)
Résultat exceptionnel	(49)	53

4.10. IMPOTS SUR LES RESULTATS

	Exercice 2007	Exercice 2006
Impôts courants	(2 519)	(1 745)
Impôts différés	91	279
Total	(2 428)	(1 466)

En 2005, les pertes de l'exercice des filiales Demos EWA, Demos Polska et Institut Demos ont générés un impôt différé actif pour un montant total de 181 milliers d'euros. En 2006, du fait des résultats bénéficiaires des filiales Demos EWA et Demos Polska, 24 milliers d'euros d'impôt différé actif ont donc été repris.

En 2006, un complément d'impôt différé actif de 47 milliers d'euros a été constaté sur les déficits reportables 2006 de l'Institut Demos considérés comme récupérables.

Par ailleurs, en 2007, du fait du résultat bénéficiaire de la filiale Demos Polska, 11 milliers d'euros d'impôt différé actif a donc été repris. La perte de l'exercice de la filiale EWA a généré un impôt différé actif pour un montant total de 54 milliers d'euros.

Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique :

	Exercice 2007	Exercice 2006
Bénéfice avant impôt, résultats mis en équivalence, dotations aux amortissements des écarts d'acquisition et intérêts minoritaires	7 262	4 900
% Charge (produit) d'impôt théorique	34,33%	34,33%
Charge d'impôt théorique	(2 493)	(1 682)
Incidence :		
- Différences permanentes	39	109
- Impôt différé actif non comptabilisé sur des déficits de l'exercice	(76)	-
- Imputation des reports déficitaires des filiales non préalablement activés	11	44
- Charges et provisions non déductibles	-	(15)
- Produits et reprises de provisions non taxables	-	74
- Résultats de filiales à l'étranger taxés à des taux différents	73	22
- Remboursement d'impôt sur exercice antérieur	15	-
- Autres	3	(18)
Charge d'impôt réelle	(2 428)	(1 466)

Il existe à la clôture de l'exercice des déficits reportables sans limite de durée pour un montant de 3 701 milliers d'euros. Seuls les déficits reportables, pour lesquels le Groupe estime qu'il disposera probablement de bénéfices futurs imposables permettant leur récupération, ont été comptabilisés en impôts différés actifs pour un montant total de 253 milliers d'euros (voir note 3.9).

5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Les principales parties liées de Demos sont, outre les dirigeants et mandataires sociaux, les sociétés consolidées par mise en équivalence et, par exception, les sociétés contrôlées mais non consolidées en raison de leur taille.



Informations sur les parties liées

- **IMPACT BILAN**

SOCIETES	Compte Courant débit	Compte Courant Créditeur	Autres créances
DEMOS/SHANGHAI YING	10	-	3
GANG DEMOS			
DEMOS/OASYS	-		26
TOTAL	10	-	29

- **IMPACT RESULTAT**

SOCIETES	PRODUITS LIES AUX PRESTATIONS DE SERVICES ADMINISTRATIVES	PRODUITS FINANCIERS
DEMOS/SHANGHAI YING		
GANG DEMOS	-	18
TOTAL	-	18



Informations sur les dirigeants

A l'exception de Monsieur Jean Wemaere, aucun administrateur n'a perçu de rémunération au titre de leur mandat d'administrateur de DEMOS au cours du premier semestre 2007.

Monsieur Jean Wemaere a perçu au titre de l'exercice 2007:

- une rémunération brute de 198 000 euros en sa qualité de Président Directeur Général de DEMOS, et
- une rémunération brute de 72 000 euros en sa qualité de représentant permanent de DEMOS, Président de E.C.A.

Monsieur Jean Wemaere a perçu au titre de l'exercice 2006 :

- une rémunération de 198 000 euros en sa qualité de Président Directeur Général de DEMOS, et
- une rémunération de 69 049 euros en sa qualité de représentant permanent de DEMOS, Président de ECA.

Il n'a perçu aucun jeton de présence en sa qualité d'administrateur de DEMOS ni d'avantages en nature.

Le montant des jetons de présence perçus par certains administrateurs, autres que Monsieur Jean Wemaere, au titre de l'exercice 2007 s'élève à 8,8 K€. Aucun jeton de présence n'a été versé au titre de l'exercice 2006.

5.2. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan résultent d'obligations nées avant la date de clôture, dont il est probable que le dénouement n'engendrera pas d'impact sur les résultats futurs. Il en découle que le Groupe n'a pas constitué de provisions au titre de ces engagements.



Cautions reçues

Le détail des cautions données par les établissements de crédit au 31 décembre 2007 pour le compte de DEMOS SA est le suivant :

- Cautions de Loyers Demos : 396 milliers d'euros contre 320 milliers d'euros au 31 décembre 2006
- Cautions de marché : 362 milliers d'euros contre 355 milliers d'euros au 31 décembre 2006



Acquisition du sous-groupe E-LEARNING AGENCY

Le 13 décembre 2005, DEMOS a acquis 100% des titres des trois sociétés du sous-groupe E-LEARNING AGENCY. Le contrat d'acquisition prévoit que des compléments de prix soient versés aux cédants dans certaines conditions. Le montant des éventuels compléments de prix dépendront d'une part de l'éventuelle croissance du chiffre d'affaires des activités acquises au cours des trois années suivant la cession dans une limite de 1 055 000 euros et, d'autre part, du résultat d'exploitation de la société FORMASTORE en 2007 et 2008.

**Garantie de passif liée à la cession de l'AFCEPF**

Le 12 avril 2006, la société DEMOS et sa filiale ECA ont cessé d'être membres du GIE AFCEPF. Dans le cadre de ce retrait, un protocole a été signé avec les nouveaux membres de ce GIE et DEMOS leur a octroyé une garantie d'actif et de passif d'un montant maximum de 155 milliers d'euros, avec une franchise de 5 milles euros. La durée de validité de cette garantie de passif court jusqu'au 31 décembre 2009 à concurrence de 70 milliers d'euros et au 31 décembre 2010 pour le reliquat de 85 milliers euros.

**Engagement d'achats d'intérêts minoritaires (Global Estrategias)**

Au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007, DEMOS a un engagement de rachat de 49% des actions des sociétés Global Estrategias Espagne, Global Estrategias Portugal et Curso express. Cet engagement est effectif soit en totalité en 2008, soit à concurrence de 25% des actions de chacune des sociétés concernées en 2008 et le reliquat de 24% en 2009 ou 2010. Le prix de rachat étant fonction d'une part des chiffres d'affaires futurs de ces sociétés et, d'autre part, de leur situation nette future, il ne peut être déterminé de façon certaine au 31 décembre 2007.

**Acquisition de la société Européenne de Formation Professionnelle**

Dans le cadre de l'acquisition de la société EUROPEENNE DE FORMATION PROFESSIONNELLE (Formalangues) en janvier 2007, DEMOS s'est engagé à verser au cours de l'année 2009, et au plus tard le 30 juin 2009 (i) un premier complément de prix, plafonné à 500 000 euros, variant en fonction de la croissance du chiffre d'affaires réalisé au cours des exercices 2007 et 2008 et (ii) un deuxième complément de prix, non plafonné, variant en fonction de la croissance du résultat net réalisé au cours des exercices 2007 et 2008.

5.3. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

Demos a conclu des contrats de locations simples, concernant notamment ses locaux administratifs et pédagogiques. Il lui reste à payer sur les baux en cours, les montants de loyers suivants :

	31.12.2007	31.12.2006
A moins d'un an	2 973	2 673
A plus d'un an et moins de cinq ans	6 595	3 764
Total	9 568	6 437

5.4. EVENEMENTS POST-CLOTURE

- **Acquisition de la société MIND ON SITE**

Le 9 janvier 2008, DEMOS a acquis 51% des titres de la société MIND ON SITE, payé intégralement en numéraire. Le contrat de cession prévoit une acquisition à l'horizon 2009/2010 des 49% restants.

Spécialisée dans le e-learning et située sur le lac de Genève, la société édite et distribue une solution logicielle, MOS Chorus, qui a pour vocation de faciliter la conception de contenus pédagogiques de elearning et leur diffusion en ligne. MOS est un des CLMS (Content Learning Management System) leader en France et en Suisse. Créée en 2001, MOS bénéficie d'une excellente réputation et compte des clients prestigieux parmi les organismes internationaux (ONU, OMS...) et les grands groupes privés (CNP, Orange, Air France, SFR, AGF, Nestlé...). En 2007, la société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,3 million de francs suisses.

- **Acquisition de la société PRAGOEDUCA**

Le 22 février 2008, DEMOS a acquis 100% des titres de la société PRAGOEDUCA, intégralement payé en numéraire.

Créée à Prague en 1990, la société PRAGOEDUCA s'est imposée comme un des leaders de la formation professionnelle continue en République Tchèque. Son business model, similaire à celui de DEMOS combine formation interentreprises, formation intraentreprise, e-learning et édition.

La société, largement bénéficiaire, a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires d'environ 1 million d'euros.

DEMOS s'est engagé à verser au cours de l'année 2010, un complément de prix, plafonné à 715 000 euros, variant en fonction de la croissance du chiffre d'affaires réalisé au cours des exercices 2008 et 2009 et de la croissance du résultat net réalisé au cours des exercices 2008 et 2009.

- **Dissolution de la Joint Venture BSIL Demos et création d'une nouvelle filiale en Australie**

En juillet 2006, DEMOS a créé une Joint Venture (BSIL DEMOS) avec une société australienne, BSI Learning, exerçant son activité dans les domaines de la formation dans le cadre de projets gouvernementaux, du conseil en ressources humaines et du conseil en développement international. DEMOS détient 51 % de BSIL DEMOS.

Les comptes de BSIL DEMOS au 31 Décembre 2007 ont fait apparaître une perte de 141 milliers d'euros pour un chiffre d'affaires de 114 milliers d'euros. Ces résultats, nettement en deçà des objectifs fixés, sont révélateurs d'un échec de la Joint Venture mise en place et des difficultés de coopération avec BSIL.

Cette situation étant préjudiciable à la bonne image du Groupe DEMOS, il a été décidé de mettre un terme à cette collaboration et donc de procéder à la dissolution de la Joint Venture et à la création d'une nouvelle filiale détenue à 66% par Demos et à 34% par un des principaux cadres du Groupe.

▪ **Création d'une nouvelle filiale à Pékin**

Début 2008, Demos a fondé la structure DEMOS PEKIN avec un partenaire local et un des principaux cadres du Groupe. DEMOS en détient 67%, alors que le capital initial de cette structure est de 3 000 000 RMB.

Dans la continuité de la politique de développement international du Groupe, cette structure a pour vocation d'accélérer le développement de ses activités sur le territoire Chinois et de diffuser l'ensemble de la gamme des produits du Groupe dans la région de Pékin.